

Resultats, (état novembre 2018)

L'importance de l'économie solidaire dans le développement de l'agriculture biologique, en Europe, hier et aujourd'hui

Stephan Rist, Bettina Scharrer, Alexandra Gavilano, Université de Berne, Centre for Development and Environment CDE

Peter Moser, L'Archives de l'histoire rurale, AHR

Förderung

**STIFTUNG
MERCATOR
SCHWEIZ**

Möschberg, 26. November 2018





Questions de recherche 5 et 6, politiques agricoles
et les domaines politiques enchevêtré avec la PA

Questions de Recherche 5 et 6

5. Quels sont les impacts des conditions cadres des politiques agricoles sur la promotion ou l'entrave à des initiatives d'économie solidaire dans l'agriculture biologique ?
6. Quels sont les changements dans la politique agricole, l'administration publique, les services de vulgarisation du domaine agricole et commercial, les organisations professionnelles et les entreprises, la recherche orientée vers la pratique et les organisations de consommateurs nécessaires au développement du plein potentiel d'initiatives d'économie solidaire dans l'agriculture biologique ?

Quels changements faut-il apporter à la politique agricole, **y compris les domaines politiques qui lui sont associés**, et l'administration publique, pour que les initiatives de solidarité de l'agriculture biologique développent leur plein potentiel?

Conditions-cadres favorables



Suisse

- > Paiements directs pour l'agriculture biologique (mais devrait encore être développé)
- > Soutien à l'agriculture de montagne (contributions du paysage culturel selon la zone des collines)
- > Contribution aux qualités de la biodiversité et du paysage
- > Financement spécialement mentionné positivement par les cantons: GE et VD
- > Financement fédéral pour le programme informatique «open Olitor» (RVL/ACP)
- > Déjà beaucoup de bonnes approches dans la Constitution article 104, 104a et dans la Loi sur l'agriculture (Mais certains d'entre eux ne sont pas mis en œuvre ou il y a des incohérences, des conflits d'intérêts)

France, Allemagne, Italie:



- > **All et Fr:** Paiements de subvention plus élevés pour les 30 premiers hectares
- > **Fr:** Diverses subventions pour les nouveaux agriculteurs, soutien à la construction d'infrastructures pour la transformation à la ferme
- > **Fr:** Promotion de AMAP (en particulier sous les gouvernements précédents)
- > **It:** Subventions pour les nouveaux agriculteurs (Primo Inseidamento) (pour les personnes entre 18-40)
- > **It:** Nouvelle loi «Disposizioni per lo sviluppo e la competitività della produzione agricola e agroalimentare con metodo biologico»

La promotion de l'agriculture biologique spécifiquement mentionné par les régions:

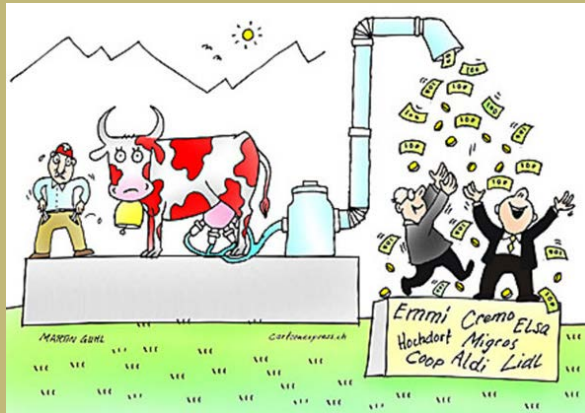
- > Bayern und Baden-Württemberg en Allemagne, Drôme en France und Marches en Italie

Conditions-cadres gênantes, compliquées, Critique et porpositions de changements

u^b

UNIVERSITÄT
BERN

CDE
CENTRE FOR DEVELOPMENT
AND ENVIRONMENT



- Système de paiement direct/subventions
- Bureaucratie du système de paiements directs
- La PA enchevêtre les domaines politiques avec ses réglementations et procédures d'octroi de licences: en particulier les réglementations d'hygiène, l'aménagement du territoire
- Traitement inégal: commerce n'est pas égal à commerce
 - Accès à la terre, successions, BGBB (CH)

Sur la direction de la politique agricole et du système de paiement direct, les subventions

Commentaires généraux, pays mixtes



- > Contradiction et incohérence: promouvoir l'agriculture durable > < Systèmes de production industriels intensifs
- > L'habilitation directe et indirecte des terres agricoles découplées du Sol
- > Sens des subventions \neq égaliser des prix trop bas/en chute
- > Majorité sont favorables aux subventions, mais sont gênés par la répartition et la base de calcul des fonds
- > Critique transnationale massive **des paiements directs forfaitaires à la surface** sans prestations spécifiques
- > PA/ PAC Favorisent trop peu les maraîchers (non-industriels)

Modifications pour la définition des approches de subventionnement



- > Abolition des primes forfaitaires à la surface
- > Taux de prime doit être défini par la prestation d'intensivité de travail par hectare
- > Taux de prime selon SAK, Nombre d'emplois par ferme
- > Travail éducatif sur la façon d'inclure le travail à la ferme scolaire selon SAK
- > Système de PD classé plus différencié
- > Plafonage de l'admissibilité des subventions. Pas de PD aux exploitations à revenu élevé



Critique spécifique au pays de la PA

Italie

«lo sono pessimista, perché essendo stato presidente di AIAB Piemonte ed avendo avuto contatto diretto con istituzioni, con volontà di incidere su P.S.R.(Piani di Sviluppo Rurale), su finanziamenti per le aziende “verdi”, mi sono reso conto di come la politica nazionale, peggio ancora di quella a livello europeo, sia in grado di bloccarti»

- > Pas de soutien différencié pour les fermes de la zone des collines et des montagnes (I)
- > Non/peu de confiance dans les institutions et les autorités, le déficit d'exécution, les blocages
- > Massivement peu de promotion de l'agriculture (paysanne) biologique (à l'exception des marches)
- > Système de certification trop bureaucratique pour l'agriculture biologique d'une part, non transparent ou manque de contrôles d'autre part

Allemagne

- > Pression sur les prix fonciers: Erreur de développement dans la promotion des installations énergétiques/biogaz et des zones d'équilibrage à une grande distance
- > Trop peu de soutien pour l'agriculture bio en fonction du Bundesland,
- > Trop peu de continuité dans la promotion de l'agriculture biologique
- > Les petites et moyennes exploitations végétales ne reçoivent pas de subventions malgré une promotion élevée d' (agro-) biodiversité

Alternative: Promotion pratique de l'agriculture biologique, moins de somme forfaitaire pour tous égaux et exclusifs, plus individuels, à partir des fermes (visite) et y compris.

France Auvergne-Rhone-Alpes/ Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)

- > Réduction ou suppression des contributions pour les associations Agribio et contributions aux AMAP
- > Annulation abrupte de programmes de soutien durant le changement de gouvernement
- > Trop peu de rémunération pour les agriculteurs, malgré PD

«La bureaucratie est si forte qu'un agriculteur n'a plus de plaisir à postuler pour l'argent. Ils arrêtent tout. Ils ne réclament plus les subventions parce qu'ils disent: «Je ne m'inflige plus ça. Je ne remplis plus un formulaire ici et doit le faire réviser 20 fois. Je ne veux pas avoir dix contrôles par an. Je veux juste cultiver des légumes et ne pas avoir à nourrir l'appareil.»»



- > Des contrôles trop mesquins, loin de la pratique par ex. Hauteur de coupe haies
- > «la folie des données», beaucoup de données doivent être collectées uniquement en raison de l'agriculture industrielle et l'industrie alimentaire

La PA enchevêtre les domaines politiques avec ses règlements et procédures de délivrance de permis

«Et puis il est dit de la politique agricole que vous avez à innover et faire quelque chose. Puis, si vous le faites, Vous ne pouvez tout simplement pas en raison des conditions-cadres de la loi.»

« Ah non, non. L'aménagement du territoire et tout ça, nous on est tenus, on ne peut rien faire. Aujourd'hui, ils veulent qu'on soit imposés comme des entreprises, mais on n'a pas les mêmes droits que les entreprises. Je veux dire une entreprise, elle peut venir créer, en quelques mois elle a les papiers remplis, les autorisations et tout ça. Et nous, il faut attendre une année, deux ans. Ce n'est pas possible. »

Loi sur la planification du territoire – traitement inégal (CH et D)

Conflit avec la loi sur l'aménagement du territoire avec les producteurs à forte vente directe, transformation sur la ferme et beaucoup de personnel

→ Bâtiments d'infrastructure pour stockage de légumes, moulin à farine, boulangerie agricole, personnel, etc.

«Oui, mais c'est un traitement inégal. Parce que si vous prenez par exemple une telle sorte d'exploitation sans terres maintenant, c'est en fait juste une industrie, ça existe aussi, presque sans terrain, non? Si en quelque sorte vous avez seulement des poules mais pas assez de terres, ou bien des porcs mais pas assez de terres, alors, vous êtes en fait un commerce industriel mais êtes également dans la zone agricole et toutefois autorisés à construire une écurie comme celle-ci.»

→ Il faudrait changer le plan de zone ou traiter les fermes paysannes et durables de manière plus tolérante

Changements structurels favorisés par les règlements et les normes

- > Les réglementations d'hygiène sont en partie loin de la pratique, ne tiennent pas compte des réalités des transformateurs commerciaux, sont orientées vers les réalités des transformateurs à grande échelle.
- > Obstacle à la diffusion de la transformation et de la vente régionaux, ancrés localement
- > Réglementation (d'hygiène) favorisent la disparition des petites exploitations.



« L' autre une administration qui fonctionne en hors-sol. Elle produit de la norme, sanitaire, réglementaire, sans lien avec la réalité du vivant, et c'est peut-être ce qui est le plus dangereux, car aujourd'hui, cela représente des non création d'activité ou des fermetures d'activités. Fermeture d'abattoir, concentration des abattoirs, et c'est un processus qui aggrave les problèmes au lieu de les résoudre. Le modèle économique, c'est le modèle du secteur industriel agroalimentaire. C'est à dire que quand ils parlent de la bio, ils parlent de segment de marché, ils n'ont pas une approche holistique de la bio. Et là, la norme produite est industrielle, même pour la bio. Ils sont dans une logique de massification, là où nous travaillons sur le vivant dans la dentelle, à la brindille. »

L'Accès à la Terre – Un grand défi dans tous les pays



- > Prix des terres accrus/ auss les hauts taux de bail rendent difficile l'achat de terres/Baux pour les jeunes ou les nouveaux fermiers
- > **CH, D et I:** L'accès à la terre pour les jeunes nouveaux agriculteurs qui n'ont pas de ferme familiale n'est pas encouragé
- > **F:** Pas partout la pratique de qui acquiert de nouvelles terres et pourquoi n'est transparente. (Réglementé par SAFER sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)
- > **CH:** Possibilité en tant que coopérative de prendre en charge une exploitation et de recevoir des paiements directs.

Transfrontalier: contre le libre-échange agricole



«On raconte que nous pouvons produire pour un marché mondial. Nous ne pouvons pas produire pour le marché mondial. Nous devons penser différemment des choses. Donc, nous ne pouvons pas produire du blé pour le prix du marché mondial. En Russie, quelqu'un a 50 000 hectares avec sept mètres de terre noire. Voulez-vous alors vous concurrencer à eux et produire du blé?»



D'autres propositions

- > Les villes et les régions devraient promouvoir activement la relocalisation de l'agriculture et de la transformation. (P. ex. sur la restauration communautaire)
- > Informations claires et transparence sur ce qui a été produit et comment, traçabilité, étiquetage, (ancré dans la loi)
- > Plus d'éducation pour la nutrition, déjà à la maternelle et à l'école, le sujet de la nutrition ancré dans l'éducation
- > Politique agricole: stopper les changements structurels, diversifier (à petite échelle) promouvoir à nouveau les exploitations paysannes

